



12.06.2024

ENSEMBLE, CONTRE L'EXTRÊME DROITE

Appel commun

Nous, syndicats et associations, avons décidé d'agir ensemble sur tous les territoires pour battre l'extrême droite lors des élections législatives des 30 juin et 7 juillet 2024 et porter ensemble des mesures concrètes de solidarité, d'égalité et de justice. Nous en appelons à la mobilisation de toutes et tous.

La victoire des extrêmes droites aurait les mêmes conséquences dramatiques que celles qu'on a pu voir là où elles ont pu gouverner ou gouvernement. Aux Etats-Unis de Trump, dans la Russie de Poutine, la Hongrie de Orbán, l'Argentine de Milei, la Pologne du PiS, l'Italie de Meloni, la liberté est piétinée, les droits ont été bafoués, les services publics et les politiques sociales, étranglés. Dans tous ces pays, la violence, la haine de l'autre ont remplacé les valeurs d'égalité, de solidarité, de fraternité.

Nous devons tout faire pour éviter que cela ne nous arrive.

Certes, la défaite des extrêmes droites ne suffira pas à garantir la mise en œuvre de politiques publiques répondant aux inégalités, injustices, et à l'urgence sociale et environnementale. Mais sa victoire en compromettrait radicalement la perspective.

Le recul des droits, la régression des libertés auxquels nous avons assisté ces dernières années, les choix politiques tournant le dos au progrès social, la maltraitance des précaires, l'abandon des services publics, le mépris des mouvements sociaux d'ampleur, comme le combat contre la réforme des retraites, constituent le terreau sur lequel l'extrême droite a prospéré.

Battre l'extrême droite dans les urnes, combattre son projet raciste doit se conjuguer à l'émergence d'un changement profond, de ruptures sociales et écologiques et d'effectivité des droits.

Il est donc crucial que chacune et chacun trouve dans l'exercice électoral le prolongement des mobilisations et aspirations communes. Une réponse de l'ensemble des forces politiques considérant que les droits sont les mêmes pour toutes et tous est indispensable.

Nous, syndicats et associations, serons exigeants pour que les réponses que nous portons pèsent aujourd'hui et demain dans un dialogue social et civil effectif.

Dans la société que nous voulons, la liberté, l'égalité, la démocratie, la solidarité et l'Etat de droit ne sont pas des mots vides de sens mais les principes mêmes qui organisent notre vie commune, notre avenir commun. Sur ces bases, face aux tenants de la haine, du racisme, de l'antisémitisme, du sexisme, de la LGBTQI+phobie, de la régression sociale, et de la destruction du vivant : des

alternatives de rupture sont nécessaires.

Ensemble, nous en appelons à la mobilisation citoyenne. Sans attendre, nous appelons à participer dès ce week-end à toutes les manifestations partout en France.

Un appel à l'initiative de la LDH (Ligue des droits de l'Homme) et Cimade, Confédération française démocratique du travail (CFDT), Confédération générale du travail (CGT), Fédération des acteurs de la solidarité (Fas), Fédération des centres sociaux et socioculturels de France (FCSF), Fédération syndicale unitaire (FSU), Fondation Abbé Pierre (FAP), Greenpeace France, Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (Mrap), Oxfam France, SOS Racisme, Syndicat des avocats de France (Saf), Syndicat de la Magistrature (SM), Union nationale des syndicats autonomes (Unsa), Union syndicale Solidaires

Autres signataires :

AC ! Agir ensemble contre le chômage, ActionAid France, Action Justice Climat, Accueil Montauriol, Agir pour l'environnement, Alliance citoyenne Justice ensemble, Alliance des femmes pour la démocratie, Antony Terre Citoyenne, APF France handicap, Association Accompagnement Recherche Education Solidarité (AARES), Association de défense des droits de l'Homme au Maroc (Asdhom), Association française des juristes démocrates (AFJD), Association France-Palestine Solidarité (AFPS), AFPS 46, Association des Marocains en France (AMF), Association de promotion des cultures et du voyage, Association nationale d'assistance aux frontières pour les personnes étrangères (Anafé), Association nationale des villes et territoires accueillants (Anvita), Association pour l'accueil des travailleurs et des migrants (AATM), Association des travailleurs maghrébins de France (ATMF), ATMF Gennevilliers, Attac, Audacia, Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active (Cemea), Cemea Ile-de-France, Cent pour un toit Oise, Centre de recherche et d'information pour le développement (Crid), Collectif AGIR du pays d'Aix, Collectif des associations citoyennes (Cac), Collectif Changer de cap, Collectif citoyen chatenaisien, Comité ivryen pour la santé et l'hôpital public, Comité pour les relations nationales et internationales des associations de jeunesse et d'éducation populaire (Cnajep), Comité pour le respect des libertés et des droits humains en Tunisie (CRLDHT), Comité Marche du 23 mai 1998 (CM 98), Confédération nationale du logement (CNL) Val de Marne, Confédération paysanne, Conseil national des associations familiales laïques (Cnafal), Conseil national de la nouvelle résistance (CNNR), Convergence de défense et développement des services publics, Coordination française pour le lobby européen des femmes (Clef), Coordination nationale des comités de défense des hôpitaux et maternités de proximité, Coordination nationale Pas sans nous, Copainville, Droit au logement (Dal), Droits d'urgence, Emmaüs France, Emmaüs Roya, Emmaüs Solidarité, Ethnoart, Fédération Addiction, Fédération des associations générales étudiantes (Fage), Fédération des mutuelles de France, Fédération des Tunisiens pour une citoyenneté des deux rives (FTCR), Fédération indépendante et démocratique lycéenne (Fidl), Fédération nationale des associations solidaires d'action avec les Tsiganes et les gens du voyage (Fnsat-Gens du voyage), Fédération nationale des Samu sociaux (FNSS), Femmes Egalité, Femmes plurielles, Fondation Copernic, Fondation Danielle Mitterrand, Fondation des femmes, Foyer Accueil chartrain, Français Langue d'accueil (FLA), France Amérique latine, France Fraternités, France Libertés Gironde, France terre d'asile, Générations Futures, Generation for rights over the world (GROW), Golem, Grains de pollen, Groupe associatif PoleS, Groupe d'information et de soutien des immigré-es (Gisti), Home, Home Protestant, Humanity Diaspo, Ingénieurs sans frontières France, Juives et Juifs révolutionnaires (JJR), L'Assemblée citoyenne des originaires de Turquie (L'Acort), La Cloche, La Jeune Garde, Latitude Marionnette, Le Mouvement de la paix, Les midis du Mie, Les Poussières, Ligue de l'enseignement, L'Union étudiante, Mission d'aide au développement des économies rurales en Afghanistan (Madera), Mouvement pour une alternative non-violente (Man), Mouvement Utopia, Mutuelle des pays de Vaucluse, Ocellia, Opellia, PasserElles buissonnières, Paris d'exil, Pantin solidaire, Patron.nes solidaires, Plateforme des ONG françaises pour la Palestine, Polaris 14, Quartiers du monde, Rassemblement citoyen Viva -

Nice, Réseau d'actions contre l'antisémitisme et tous les racismes (Raar), Réseau éco-syndicaliste (Res), Réseau Education sans frontières (RESF), Réseau étudiant pour une société écologique et solidaire (Reses), Réseau Euromed France (Ref), Ripostes - Pour une coordination antifasciste, Roya citoyenne, Solidarité Laïque, Syndicat national des journalistes (SNJ), Syndicat national unitaire des assistants sociaux de la fonction publique-FSU (Snuasfp-FSU), Syndicat unitaire des personnels des administrations parisiennes-FSU (Snepap-FSU), Une autre voix juive (UAVJ), Union des étudiants exilés (UEE), Union nationale des étudiants de France (Unef), Union syndicale lycéenne (USL), Union syndicale de la psychiatrie, Unis pour le climat et la biodiversité, Utopia 56, Vigilance et initiatives syndicales antifascistes (Visa), VoxPublic, YES Akademia, Zero Waste France

Paris, le 12 juin 2024